

DIRECTION
de la
COMPTABILITE PUBLIQUE

BUREAU D 2

Numéros dans les séries spéciales :
75 TM

Cette instruction a été modifiée par les instructions suivantes :

n°..... du.....
n°..... du.....
n°..... du.....
n°..... du.....

Cette instruction a été abrogée par l'instruction
n°..... du.....

SOMMES OU VALEURS DEPENDANT D'UNE SUCCESSION
NOTIFICATION A L'ADMINISTRATION DE L'ENREGISTREMENT,
DES DOMAINES ET DU TIMBRE.

DOCUMENTS A ANNOTER :

- Circulaire n° 2627 du 20 juillet 1926 - § I, modifiée ;
- Circulaire n° 2672 du 10 mars 1927 - § II, modifiée ;
- Circulaire n° 3033 du 18 décembre 1934 - § IV, modifiée ;
- Circulaire n° 997 du 23 juillet 1951 (B.S.T. n° 68 G), abrogée.

L'article 799 du Code Général des Impôts oblige les dépositaires, détenteurs ou débiteurs de titres, sommes ou valeurs dépendant d'une succession qu'ils sauraient ouverte, à adresser au Directeur de l'Enregistrement, des Domaines et du Timbre du département de leur résidence la liste de ces titres, sommes ou valeurs, dans la quinzaine suivant le paiement, la remise ou le transfert.

Pour l'application de ces prescriptions, la Direction de la Comptabilité Publique a adressé aux comptables directs du Trésor toutes instructions utiles, par circulaires ci-dessus rappelées.

Bien que le texte susvisé ne fixe aucun minimum au-dessous duquel on puisse se dispenser de fournir les listes qu'il prévoit, une décision ministérielle du 6 septembre 1949 a admis, par mesure de simplification, que ces listes ne seraient pas établies lorsque les sommes ou valeurs à y comprendre seraient inférieures à 5.000 francs.

Il est fait connaître qu'une décision prise par le Secrétaire d'Etat aux Finances, le 10 janvier 1955, a porté à 25.000 francs la limite au-dessous de laquelle il n'y a pas lieu de faire de déclaration à l'Administration de l'Enregistrement, des Domaines et du Timbre.

Pour le Directeur de la Comptabilité Publique
et par délégation,
LE CHEF DE SERVICE :
R. VERON.

Diffusion
G

DESTINATAIRES POUR APPLICATION :

TPG

DOM